

Alumine et pollution: les écologistes exigent un diagnostic sanitaire

Le groupe Europe Ecologie - Les Verts du pays gardannais pour un état des lieux

Que Gardanne connaisse des taux de poussière et autres polluants de l'air parmi les plus élevés de la région n'est un secret pour personne. Mais quel est leur réel impact sur la santé des Gardannais ?

Hier, François-Michel Lambert, conseiller municipal EE-LV et sans doute candidat aux législatives dans la X^e circonscription (1), a pris sa plume pour demander au maire Roger Méi un "diagnostic territorial de santé" auprès de la population gardannaise. "C'est nécessaire et judicieux, écrit-il, afin d'éviter toute interprétation erronée d'une part, pour repérer tout écart anormal d'autre part. Ainsi, nous pourrions avoir une base complète entre mesures des taux de poussières et de pollutions atmosphériques", mais également connaître "la perception qu'en ont nos concitoyens et la réalité de l'état de santé de nos concitoyens". Et l'écologiste de demander officiellement au maire d'inscrire cette question à l'ordre du jour du prochain conseil municipal, le 16 février prochain. Pierre Souvet, élu à la région et secrétaire de l'Observatoire régional de la santé (ORS), a d'ores et déjà confirmé que l'organisme est en mesure de mettre en place et de réaliser ce diagnostic, pour peu que la municipalité en fasse la demande auprès de la direction de l'ORS.

Préserver l'emploi

L'idée du groupe EE-LV du pays gardannais est donc d'obtenir un outil pour aborder "en toute connaissance" la problématique de l'usine d'alumine. "Notre priorité abso-



Autour de François-Michel Lambert, le groupe EE-LV du pays gardannais entend "donner un réel avenir à l'usine d'alumine".

lue est de préserver l'emploi -400 directs, 700 indirects- à l'usine en lui donnant les moyens de durer, pose François-Michel Lambert. S'il existe un problème de santé, il faut pouvoir être certains que le législateur se donnera les moyens de le régler. Il faut arrêter avec la politique de l'autruche et pour cela, il faut anticiper."

En filigrane, le 1^{er} janvier 2015, date à laquelle il ne sera

plus possible pour l'usine d'alumine de rejeter en mer les deux tiers de sa production de boues rouges. "On veut nous faire croire qu'il existe des solutions pour stocker ces boues sur la commune de Bouc-bel-Air si elle déclassé la zone boisée, poursuit l'écologiste. Mais même si c'était possible, cela prendrait des années -on a sous les yeux l'exemple de la RD9!- et rien ne serait réglé début 2015. Et si Rio

Tinto n'arrive pas à vendre, c'est parce que ce problème essentiel n'a pas de solution."

Une table ronde

D'où une autre demande des élus écologistes gardannais : la mise en place d'une table-ronde regroupant les propriétaires de l'usine, les syndicats, l'Etat, les collectivités locales concernées et les riverains. "Cette usine est précieuse, elle fabrique de l'alumine qu'on importe partout dans le monde, insiste François-Michel Lambert. Mais en laissant des joueurs de Monopoly s'occuper de notre industrie, on la prive de vision à long terme. Un exemple ? L'Europe dispose de 7 milliards de crédits pour aider les usines à valoriser leurs déchets. Si on l'aidait à décrocher une partie de cette aide, l'usine d'alumine pourrait élaborer une solution au traitement de ses boues. Et après le saut technologique qu'elle a parfaitement réussi, elle pourrait aborder un saut environnemental essentiel pour sa pérennité."

Enfin, les écologistes entendent favoriser "une appropriation de cette usine par la population" avec, pourquoi pas, la création d'une Maison de l'alumine et de l'aluminium. "Nous voulons donner un élan pour les vingt ou trente prochaines années", assure François-Michel Lambert sans perdre de vue des échéances beaucoup plus proches : "En tout cas, je ne serai pas le député qui fermera l'usine".

N.R.

(1) François-Michel Lambert devrait être investi ce week-end dans la X^e circonscription en vertu de l'accord passé entre le PS et EE-LV dans les Bouches-du-Rhône.